

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Band: 45 (1995)

Heft: 2

Buchbesprechung: Espace national et identité collective. Pour une sociologie politique du
conflit jurassien [Bernard Voutat]

Autor: Hauser, Claude

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Als Schweizerischer Studentenverein – und damit sind wir beim dritten Abschnitt – war es von Anfang an ein Hauptziel, dass alle Regionen und Landesteile darin Aufnahme fanden. So hält Urs Altermatt in seinem Schlussfazit dann auch fest: «Nach wie vor stellt der Studentenverein den einzigen Treffpunkt dar, wo Rechte und Linke, Konservative und Christlichsoziale, Deutschschweizer, Welsche und Tessiner, ja die verschiedensten katholischen, ja sogar verschiedenen christlichen Schattierungen und Richtungen zusammenkommen und miteinander ein loses Gespräch führen.» So ist es nicht verwunderlich, dass eines der Anliegen des Jubiläumsbuches war, alle Sprachregionen zu Wort kommen zu lassen – auch wenn die romanische unglücklicherweise in obigem Zitat fehlt. Nicht nur wird am Schluss eines jeden Kapitels eine kurze Zusammenfassung in den drei übrigen Landessprachen gegeben, sondern ein Welscher schreibt über die französische Präsenz im Verein, Tessiner über diejenige des Tessins und ein Romane über die Bündner Sektion, die mit Caspar Decurtins einen hervorragenden Vertreter dieses Kantons dem Schweizerischen Studentenverein, dem schweizerischen Katholizismus, dem Katholizismus überhaupt schenkte.

Die letzten Bemerkungen führen uns zu einem weiteren wichtigen Punkt. Ganz im Gegensatz zum eigentlich thematisch eng gesetzten Titel ist dieses Werk nicht nur die 150jährige Geschichte des Schweizerischen Studentenvereins, sondern auch eines wichtigen Teils der Geschichte des schweizerischen Katholizismus überhaupt, ja eines oft von der liberalen Historikerkunft vergessenen wichtigen Aspektes der Schweizergeschichte des 19. und 20. Jahrhunderts. So paradox es tönen mag, der katholisch-konservative Studentenverein akzeptierte von Anfang an den modernen Bundesstaat, versöhnte den Katholizismus mit der liberalen Schweiz von 1848, integrierte die Katholiken in diesen und half seit 1891, als der ehemalige Zentralpräsident Joseph Zemp zum ersten katholisch-konservativen Bundesrat gewählt wurde, die Schweiz von heute mitzugestalten. Man kann sich deshalb nur wünschen, dass die Jubiläumsgeschichte des Studentenvereins über den Kreis der StVer hinaus viele Leser findet, ganz besonders auch, da dem StV zur Wahl des Herausgebers zu gratulieren ist. Urs Altermatt ist wohl der tiefste Kenner des schweizerischen Katholizismus und ganz besonders des katholischen Vereinslebens.

Wenn man etwas bemängeln wollte, dann das Format und das gewählte Papier des Buches. Doch darf man nicht vergessen, dass hier eine Festschrift vorliegt, die nun einmal schon durch ihr Äusseres allein Eindruck machen soll. Da es sich um eine Vereinsgeschichte handelt, ist auch die grosse Anzahl Bilder nicht verwunderlich, obwohl man da und dort diese vielleicht etwas strenger hätte auswählen können. Doch gehören alte und neuere Photographien zu jedem Vereinsleben.

Ralf Heckner, Davos

Bernard Voutat: Espace national et identité collective. Pour une sociologie politique du conflit jurassien. Lausanne, Institut de science politique, 1992. 466 p. (Le livre politique N° 19).

Encore une étude sur la Question jurassienne? Pas exactement, puisque la thèse de Bernard Voutat vise avant tout à mettre en œuvre de façon globale une méthodologie expliquant la dynamique des conflits nationaux. Il n'en demeure pas moins évident qu'un autre objectif de l'auteur est de cerner au mieux l'identité du Jura et des Jurassiens, que l'on qualifie volontiers d'identité plurielle depuis la

parution de cet ouvrage et d'autres études portant sur le même problème¹. Pour ce faire, l'auteur privilégie une démarche essentiellement théorique, allant de l'abstrait au concret, selon les enseignements de sociologues tels Pierre Bourdieu, Alain Touraine, Cornelius Castoriadis, etc. De ce choix méthodologique découle le plan d'une thèse qui prend les apparences d'un vaste chantier où Bernard Voutat déconstruit, puis reconstruit la maison jurassienne. L'auteur démonte en effet dans la première partie de son ouvrage les mécanismes de la lutte de classements qu'il a mise à jour autour de la Question jurassienne, puis met en place dans un second temps les échafaudages théoriques qui vont lui permettre de bâtir son interprétation sur la base de la relation entretenue entre espace national et identité collective. La dernière étape de sa réflexion aboutit ainsi à une sociologie politique du conflit jurassien permettant de comprendre comment et pourquoi se sont produites les identités sociales dans le Jura au cours des XIX^e et XX^e siècles.

Le premier chapitre constitue une excellente synthèse de la Question jurassienne, depuis l'affaire Mœckli, qui éclate en septembre 1947, jusqu'au plébiscite du 23 juin 1974. L'accent est mis sur une présentation «froide» des faits, plus descriptive qu'interprétative, qui souligne les différences de points de vue des antagonistes. L'auteur parvient ainsi à éviter le piège de la lutte des classements dans lequel tant d'analystes de la Question jurassienne sont tombés jusqu'à présent, soit de leur propre gré, soit poussés par les protagonistes du conflit. Bernard Voutat démontre dans les deux chapitres suivants que l'historien et le sociologue peuvent se trouver empruntés dans leur interprétation de la Question jurassienne. Maniant avec dextérité les principes de la critique historique, il souligne ainsi la nécessité de replacer les concepts-clés de la Question jurassienne dans le contexte qui les a vus apparaître (p. ex. la notion de peuple jurassien, largement tributaire de l'historiographie libérale de l'entre-deux-guerres), sans en faire un usage indifférent ou généralisé. Plus loin, l'historiographe se mue en critique de la démarche sociologique, et il faut bien avouer que peu d'études de cette nature ressortent indemnes de l'analyse à laquelle il les soumet sans complaisance. En fin de compte, l'auteur en arrive à conclure qu'il s'agit moins de tenter, à l'aide d'outils statistiques, des corrélations entre des éléments d'explication du conflit lui-même (facteurs religieux, sociaux, politiques, culturels...), que de comprendre pourquoi la prise de conscience identitaire a surgi à tel moment plutôt qu'à un autre.

Bernard Voutat amorce sa réponse en développant une réflexion théorique occupant une grande place au cœur de son travail. En faisant référence à Guy Héraud (mais peut-on le faire sans arrière-pensée, celui-ci étant lui-même un acteur du conflit), Max Weber, Karl Marx, etc., il décortique la signification de la forme nationale qu'il parvient à définir comme le «lieu où se pose, pour une collectivité, la question générale de son inscription dans l'espace, celle de son identité, ainsi que celle de l'assise territoriale de l'exercice du pouvoir politique». Les bases théoriques d'une sociologie politique des pratiques sociales ainsi posées, parfois un peu lourdement, l'on atteint alors le cœur d'une thèse qui propose une interprétation originale de la genèse et du développement du conflit jurassien. Il s'agit tout d'abord de penser la manière dont le passé jurassien a pu être pensé. Bernard Voutat retrace ainsi les principales étapes du développement de l'histo-

1 On consultera en particulier la publication des résultats du Programme de recherche national 21 sous le titre: *L'Ecartèlement. Espace jurassien et identité plurielle 1974-1989* (sous la direction de B. Prongué, avec les contributions de C. Gigandet, C. Ganguillet et D. Kessler). Saint-Imier, Canevas Editeur, 1991. 671 p.

riographie nationale et de la notion de peuple jurassien à travers les grands classiques de l'histoire jurassienne, fécondant son analyse par des lectures théoriques sur le fait national. Il relève également la difficulté d'établir une périodisation unique et définitive de la Question jurassienne, puisque celle-là est forcément influencée par le facteur d'explication du conflit que l'on privilégie. Encore une fois, l'originalité de l'étude de Bernard Voutat réside moins dans la présentation du conflit Berne–Jura, qu'il fait remonter jusqu'au XIX^e siècle, que dans la façon dont il aborde ces événements: le caractère interdisciplinaire de la problématique apparaît bien dans une étude de la perception de l'espace jurassien au XIX^e siècle qui marie avec bonheur données géographiques et analyses économiques, sans oublier les acquis des recherches historiques récentes.

C'est à la fin du Premier Conflit mondial que naît un premier mouvement séparatiste qui disparaîtra assez rapidement, faute d'avoir pu faire passer ses aspirations dans des pratiques sociales déterminées, telles qu'elles apparaîtront en 1947. Entre ces deux moments forts de la Question jurassienne, on observe qu'un système de représentations commun aux élites de l'époque (notion de peuple jurassien mise en exergue, conscience nationale affirmée) débouche sur des projets politiques distincts, puis opposés (séparation ou autonomie élargie dans le cadre cantonal) à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La divergence s'explique certainement par la nature différente des terreaux idéologiques dans lesquels le sentiment national jurassien a pris racine entre les deux guerres, ainsi que par les nets clivages d'opinion apparus dans les milieux politiques et intellectuels jurassiens au cours du Second Conflit mondial, qui sont encore trop peu étudiés. En s'appuyant notamment sur les travaux de Bernard Prongué, Bernard Voutat montre bien que le contexte de marginalisation sociale et de «classement ethnique ou régional» dans lequel se trouve le Jura de 1947 provoque de façon décisive la mutation d'une «affaire» Möckli en une «Question» jurassienne. Déroulant ensuite le fil chronologique de la Question jurassienne, il retrace celle-ci sous l'angle de la lutte des classements sociaux: la période allant de 1947 à 1952 apparaît ainsi comme une phase de transition où les revendications se précisent et où se cristallisent les positions séparatistes du Rassemblement jurassien (RJ) et anti-séparatistes de l'Union des patriotes jurassiens (UPJ). Un net changement apparaît après une décennie environ, avec le déplacement du débat sur un terrain ethnique, nationalitaire et plus orienté à gauche, presque révolutionnaire. Il est vrai que les catégories sociales qui portent dès lors les revendications nationales jurassiennes n'ont plus grand chose à voir avec les notables du Comité de Moutier. Du côté du RJ, on mise sur une stratégie «hérétique», fondée sur la mobilisation politique et l'action, alors que l'UPJ choisit une voie plus «orthodoxe» en produisant un discours de neutralité politique ou de dénégation des arguments adverses.

La réflexion conclusive de Bernard Voutat porte sur la relation qui s'établit entre un projet idéologique, diffusé par le discours de leaders politiques, et la base sociale plus ou moins préparée à accueillir ce projet. Les populations jurassiennes ont ainsi réagi aux argumentations antagonistes en fonction de leurs propres caractéristiques socio-culturelles, mais aussi de leur position dans l'espace et des représentations qu'elles avaient de celui-ci. Ceci expliquerait que la lutte se soit focalisée durant les années soixante autour de classements socio-spatiaux simplificateurs et clairement identifiables, soit la composante ethno-linguistique d'une part (RJ), et la composante religieuse d'autre part (UPJ). On peut se demander si la polarisation de ces positions, outre sa fonction de mobilisation des populations

jurassiennes, n'était pas également destinée à faire réagir des agents restés jusqu'alors extérieurs au conflit: la réorientation ethno-linguistique du discours politique du RJ contribua par exemple à provoquer une réaction de la Confédération, qui voyait son principe fédéraliste existentiel remis en cause, dans un contexte général explosif de décolonisation et de libération des minorités nationales. D'où les tentatives de médiation fédérale intervenues à la fin des années soixante.

Prolongeant ses hypothèses initiales, Bernard Voutat parvient au cœur de sa démarche de sociologie politique en s'interrogeant sur les processus par lesquels se produisent les identités sociales de groupes humains. C'est à une remise en question du concept d'identité qu'aboutit ainsi cet ouvrage, extrêmement riche par la documentation traitée, et non moins stimulant par des réflexions que l'auteur fonde sur une méthodologie solide et originale. Sans complexes, il démontre que l'identité – jurassienne en l'occurrence – n'existe pas en tant que telle, mais qu'elle est construite sur un jeu dialectique entre les élites qui produisent un discours fondé sur leurs représentations, et les populations qui intègrent plus ou moins ces discours en fonction de leurs propres attentes. D'où l'idée que l'identité jurassienne n'est pas figée, qu'elle est plurielle et susceptible d'évoluer, pour se concrétiser dans des cadres spatiaux qui restent à définir dans le futur. C'est un des grands mérites de la thèse de Bernard Voutat que d'avoir fait progresser considérablement les recherches sur la Question jurassienne en brisant plusieurs tabous... et d'avoir ainsi contribué à la décrispation politique qu'on observe sur le terrain depuis maintenant bientôt deux ans.

Claude Hauser, Fribourg

Urs Altermatt et al.: **Rechte und linke Fundamentalopposition. Studien zur Schweizer Politik 1965–1990.** Basel / Frankfurt a.M., Helbing und Lichtenhahn, 1994. 186 S.

Die schweizerische politische Landschaft ist in Bewegung, nicht erst seit Kopp-Skandal, Fichen-Affäre und EWR-Nein. Seit dem Zweiten Weltkrieg verändert sich die nationale Gesellschaft rascher als die politischen Institutionen, die weitgehend aus dem 19. Jahrhundert stammen. Die Politik hinkt der rasanten Entwicklung in Ökonomie und Technik hintennach. Aus dieser soziopolitischen Konstellation entsteht eine Art Fundamentalopposition, die vorwärts und rückwärts gerichtete Protestbewegungen hervorbringt. Am deutlichsten manifestiert sich dieser Protest, der auf eine Verharschung des politischen Systems schliessen lässt, im schweizerischen Parteiensystem. Noch nie seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges war die Abstützung des helvetischen Machtkartells, das durch die Bundesratsparteien gebildet wird, im Elektorat so brüchig wie gerade heute. Demgegenüber besetzen Protestbewegungen und -parteien ökologischer wie neuerdings vor allem nationalistisch-populistischer Provenienz das politische Terrain.

Der Essay des Freiburger Historikers Urs Altermatt – zugleich Projektleiter dieser im Rahmen des Nationalen Forschungsprogramms 21 zur kulturellen Vielfalt und nationalen Identität entstandenen Studie – zur Schweizer Politik am Ende des 20. Jahrhunderts bildet das synthetische Kondensat des Buches. Altermatt skizziert die Tendenzen und Strömungen, die die Parteienlandschaft und das traditionelle helvetische Konkordanzmodell 1965–1990 in Frage stellen. Die Opposition der linken Bewegungen argumentiert aus der Perspektive der Moderne, denn sie akzeptiert die modernen Ziele wie etwa die Frauenemanzipation, nicht aber die modernen Mittel wie die Grosstechnologie. Darin liegt der wesentliche